

Ils économisent, elles bûchent

Autor(en): **Forster, Simone**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **83 (1995)**

Heft 10

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280772>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Ajustement et emploi: Deux pays, deux politiques

Le Costa-Rica et le Mexique appliquent des politiques d'ajustement depuis près de dix ans. La situation des femmes s'améliore au Costa-Rica; elle empire au Mexique. Les pouvoirs publics mexicains concentrent leurs efforts sur la lutte contre l'inflation et cherchent à attirer les capitaux étrangers. On baisse les salaires afin d'alléger le coût du travail, on dérègle l'économie afin de laisser jouer librement les forces du marché. Résultat: les discriminations à l'encontre des femmes sur le marché de l'emploi ne cessent de croître. La main-d'œuvre féminine se concentre dans les usines de sous-traitance qui s'égrènent le long de la frontière avec les Etats-Unis. Le salaire des femmes dans ce secteur est tombé de 80% par rapport à celui des hommes en 1984 à 57% en 1992. Licenciées en grand nombre dans le secteur public, la proportion des femmes est passée de 42% à 35%.

Le Costa-Rica investit aussi dans les usines tournées vers l'exportation. Il recrute la main d'œuvre féminine - dans le textile en particulier - mais ne réduit pas les salaires. Il ratifie la convention du BIT contre toutes formes de discrimination et vote en 1990 la loi sur l'égalité. Les femmes conservent leur emploi dans le secteur public. Les allocations de congé maternité ont même augmenté. En 1987, les salaires féminins s'élevaient à 77% par rapport ceux des hommes. Ils sont passés à 83% en 1993. (A titre de comparaison: la Suisse 67,6%, moyenne mondiale 74,9%). Ajuster veut dire se serrer la ceinture. Au Costa-Rica, on ne tire pas quelques crans en plus du côté des femmes.

Simone Forster

fragiles de la planète, à poursuivre une politique libre-échangiste que l'on se refuse à appliquer au Nord. Les spécialistes du commerce international parlent de plus en plus de «libéralisme asymétrique».

Epuisement des ressources

La politique d'encouragement systématique des exportations appliquée sans discernement a parfois des effets graves sur l'environnement et sur les conditions de vie des populations du Sud. Ainsi, le Ghana, bon élève des politiques d'ajustement, s'est lancé dans l'exploitation du bois, une de ses principales ressources. La production de bois a doublé entre 1984 et 1987. On prévoit qu'à ce rythme d'exploitation, le Ghana va épuiser ses ressources forestières et devenir un importateur net de bois. Sont liés à la déforestation, la désertification et la paupérisation croissante des populations.

Ajustement à visage humain

Face aux effets désastreux de la politique d'ajustement dans nombre de pays du tiers monde, l'Unicef lance un cri d'alarme et élabore les principes d'une nouvelle politique: celle de «l'ajustement à visage humain». La chute des revenus par habitant et des taux d'investissement montre que l'ajustement analysé en termes classiques de croissance et de libéralisation n'a pas produit les effets escomptés.

Nombre de programmes d'ajustement n'aboutissent pas à la reprise de la croissance économique. La politique déflationniste entraîne une diminution de l'emploi et des revenus réels. Les interventions sur les taux de change et les prix au producteur provoquent une hausse des prix des produits alimentaires dans les zones urbaines. Il faut donc tenir compte des incidences de l'ajustement sur les plus vulnérables, soit sur les femmes et les enfants, et intégrer cette préoccupation dans la politique d'ensemble. Croissance implique d'abord satisfaction

des besoins essentiels des populations les plus pauvres. Une hausse du PNB ne signifie pas une plus grande équité de répartition des bénéfices dans la population.

Les études de l'Unicef montrent que la baisse des dépenses publiques, observée en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient, se réalise avant tout dans les secteurs clés du développement: l'éducation et la santé. Les dépenses militaires sont peu touchées. En Bolivie, la baisse annuelle de 6 pour cent du Produit intérieur brut (PIB) s'est traduite par une baisse de 17 pour cent des dépenses de santé et d'éducation par habitant. Pour de nombreux pays, ajustement signifie sacrifice de qualité de vie et surtout de démocratie.

Un tiers des programmes d'ajustement des pays du Sud diminue les subventions alimentaires, la moitié les dépenses sociales par habitant. Résultat: 20 pour cent de la population de ces pays souffre de sous-alimentation, soit plus de deux milliards de personnes, des femmes et des enfants en majorité. «Une dette payée par la pauvreté est réglée sur la compte de la démocratie», déclarait le président Sarney (Brésil). Alertés, Le FMI et la Banque mondiale préconisent des mesures d'accompagnement afin d'atténuer les effets des politiques d'ajustement.

Quelques réussites

Le constat de la dérive des économies du Sud doit toutefois être nuancé. Quelques pays - Corée du Sud, Botswana, Zimbabwe, Gambie, Costa-Rica, Ile Maurice - parviennent à combiner ajustement structurel, croissance économique et protection des plus menacés. Les programmes sanitaires de base pour les femmes et les enfants des zones rurales déshéritées sont maintenus. Au Zimbabwe, les taux de mortalité infantile baissent en dépit des rigueurs de la politique d'ajustement et de la sécheresse.

L'ajustement n'est pas en soi une politique désastreuse. Ce qui compte, ce sont les choix de société de ceux qui l'appliquent. Une même recette ne produit pas partout les mêmes effets.

Ils économisent, elles bâchent

L'impact des politiques d'ajustements structurels sur la condition féminine varie selon les pays, les secteurs économiques et les classes sociales. Les études du Bureau international du travail (BIT) montrent que la situation des femmes des villes se détériore plus vite que celle des femmes des campagnes. Libéralisation et privatisation entraînent une baisse des salaires dans les entreprises, une dégradation des conditions de travail et de sécurité sociale. En dépit des taux de chômage élevés, on observe une recrudescence de l'emploi féminin

dans les industries où la main d'œuvre est mal payée (textiles et habillement). Les femmes représentent 90% des employés des zones franches industrielles de nombreux pays. Elles travaillent pour de maigres salaires sans aucun filet social. Engagées, renvoyées au gré de la loi d'airain de l'offre et de la demande.

Les quelques sous gagnés fondent vite pour acheter le riz, l'igname, le maïs, la patate douce, le manioc, le mil et les légumes sur les marchés. Les prix des produits alimentaires de base sont à la hausse. Poli-

tique d'ajustement oblige, les campagnes, cultivent de plus en plus les produits d'exportation. Baisse des salaires, précarité des ressources et hausse du coût de la vie rendent la vie des femmes pauvres des villes toujours plus difficile. A cela s'ajoutent la baisse des prestations des dispensaires et la hausse des coûts de scolarisation. Nombre de femmes se trouvent projetées dans les cercles infernaux de la pauvreté. S'égrènent alors les fléaux de la malnutrition, de la mortalité maternelle et infantile, de la propagation des maladies infectieuses, de



la prostitution, de l'analphabétisme, de l'abandon des enfants et de la délinquance.

Quand les ressources deviennent rares, ce sont les femmes et les fillettes qui souffrent le plus des maladies de carence (anémie, avitaminose A qui peut provoquer la cécité, etc.). Les filles subissent force discriminations. Elles travaillent de longues heures au sein du ménage, sont moins nourries que leurs frères et ne fréquentent pas ou guère leurs classes. Dans certains pays d'Afrique, 70% des femmes sont analphabètes et les filles ne représentent que le tiers, le quart parfois du nombre total des élèves des écoles primaires. Les conséquences de cet état d'ignorance sont tragiques. On sait en effet que la mortalité des enfants est liée au degré d'instruction des mères et que l'éducation des femmes provoque la baisse de la fécondité.

Production-reproduction

Les femmes assument deux rôles essentiels au sein des sociétés: ceux de la production et de la reproduction. Deux activités intrinsèquement liées. Le travail des femmes ne cesse d'osciller entre ces deux pôles. Il se déroule dans l'égrenage quotidien de multiples tâches souvent dépourvues de toute «valeur» économique. Chercher l'eau et le bois, faire la cuisine et le ménage, marcher de longues heures jusqu'au dispensaire, éduquer les enfants, veiller sur les personnes âgées, cultiver les jardins potagers, garder les troupeaux: autant d'activités qui vont de soi, qu'on ne songe même pas à évaluer et qui n'entrent dans aucun modèle économique. Un facteur de production improductif en quelque sorte.

Certains travaux féminins relèvent de la sphère productrice: travail dans le secteur public ou privé, travail à domicile pour des entreprises (textiles en particulier), fabrication et vente de produits artisanaux (poterie, vannerie, filature, tissage, tricot, couture). Les femmes produisent aussi une grande partie des aliments consommés dans les familles rurales: 80% en Afrique, 60% en Asie, 40% en Amérique latine. Elles vendent une partie de leurs récoltes sur les marchés.

Le secteur informel

Les femmes du Sud sont très présentes dans le secteur informel de l'économie, un secteur difficile à évaluer et qui n'apparaît pas dans le PNB. En Amérique latine, 45% des personnes actives de ce secteur sont

des femmes. Elles vendent quantité de marchandises sur les trottoirs des villes, cuisinent des soupes et des petits en-cas pour les employés qui sortent des bureaux, pressent des oranges fraîches, proposent des films aux touristes, louent des lunettes d'approche sur les points de vue et les belvédères, proposent des lunettes-loupes pour presbytes aux arrêts de bus où sont affichés les horaires, cultivent plantons, fleurs et plantes d'appartement. Elles confectionnent les uniformes scolaires de la rentrée à des prix moindres que ceux des magasins. A la Paz, nombre de femmes gèrent des téléphones «clandestins». Les fils «sauvages» se branchent sur les lignes. On



peut appeler vite, sur la rue, derrière les étalages de fruits, les piles de journaux, de pullovers et de ponchos, à des tarifs qui défient toute concurrence. On peut tout acheter, tout louer, tout emprunter sur les marchés informels et l'ingéniosité est sans limite. Il arrive même qu'à la saison des pluies, on construise de petits trottoirs de bois dans les rues boueuses. Il en coûte quelques sous pour les emprunter. Les femmes et leurs enfants tiennent ces péages improvisés. L'imagination ne manque pas. Ce précieux ingrédient est par contre absent des projets de développement et des programmes d'ajustement. Personne n'imagine en filigrane derrière les courbes de productivité et les chiffres en colonne des intérêts de la dette, le travail visible et invisible des femmes, leur rôle essentiel de préservation de la vie et de sa valeur.

Des heures de travail en plus

La croissance économique doit venir de la stimulation de deux facteurs essentiels de production: la terre et le travail. Des facteurs qui sollicitent surtout le travail des femmes. On attend donc de la majorité des femmes du Sud de longues heures de travail en plus, payé et impayé. Etrange tout de même, comme le relèvent les économistes féministes, que ce travail invisible, dénué de toute valeur économique, devienne soudain indispensable pour faire grimper les fameuses courbes de productivité.

Le travail des femmes n'existe pas mais on compte sur lui. Il faut produire plus, exporter davantage. On fait comme si le temps des femmes avait les qualités de l'élastique, un article certes féminin.

Des revenus en moins

Les bénéfices de la croissance ne reviennent guère au bout de compte à celles qui ont oeuvré. Elles ne possèdent pas les moyens de production. Ainsi, en Afrique sub-saharienne, les hommes encaissent les revenus des cultures commercialisées. La séparation des budgets est de règle. Aux femmes, les revenus de leurs cultures maraichères; aux hommes, ceux des cultures d'exportation. Il y a trois ans, les femmes de certains villages de Tanzanie se sont rebellées. Elles ont refusé de continuer à cueillir le thé dans les champs de leurs maris. La récolte est affaire de femmes. Il faut travailler de longues journées et garder l'oeil sur les enfants. Un travail ingrat

et comme toujours économiquement invisible. Le développement de la culture du thé en Tanzanie est un projet de la Banque mondiale, laquelle toujours penchée sur les courbes de productivité, avait compté sur la gratuité du travail de la récolte. Finalement, il a été décidé qu'une part des revenus serait versée aux femmes en fonction de leur travail. Depuis lors, les récoltes se passent sans heurt.

Des enfants qui meurent

Cette histoire finit plutôt bien. Il en est d'autres qui se terminent mal. Le temps des récoltes des cultures d'exportation signifie travail harassant pour les femmes, précarité des conditions d'alimentation et d'hygiène et hausse de la mortalité infantile. Quand



les conditions de vie sont difficiles, l'hygiène se dégrade vite. Les femmes qui récoltent n'ont guère de temps de veiller sur l'eau et les aliments. Elles délaissent aussi leurs cultures vivrières. La nourriture devient moins variée et se met à manquer. Les jeunes enfants mal ou sous-alimentés contractent des diarrhées. Nombre d'entre eux en meurent. La diarrhée est une des causes principales de la mort des enfants dans le tiers monde. Chaque année 5 millions d'enfants, dont 80% ont moins de deux ans en meurent. Le temps des récoltes dans les campagnes coïncide avec les taux élevés de mortalité infantile.

Tenir compte des réalités

Tout projet d'ajustement doit tenir compte de ces réalités. Les femmes «inactives» du Sud accomplissent un immense travail. On ne peut exiger un effort supplémentaire de production sans analyser la division du travail et la répartition des revenus entre les sexes. Les femmes ne sont pas taillables et corvéables à merci. Leur invisibilité économique fait souvent oublier que sans leur patient labeur quotidien dans de multiples rôles, les fragiles rouages d'une société s'enrayent.

Exiger plus de productivité, plus d'exportations afin d'enranger de précieuses

devises qui servent à sortir l'économie de la mouise. Oui, mais qui doit travailler plus, quand et comment? C'est connu, les Nations Unies l'ont publié et répété durant la Décennie internationale de la femme (1975-1985). A l'échelle de la planète, les femmes fournissent deux tiers des heures de travail - un tiers seulement est considéré comme productif - et reçoivent un dixième du revenu mondial. Elles possèdent un centième des biens de production.

Un oubli freudien ?

On peut penser que nombre de planificateurs des politiques d'ajustement «oublient» les questions de la division des tâches entre les sexes car ils redoutent les remises en question des modèles économiques, lesquels se fondent sur les valeurs traditionnelles et la subordination des femmes. Les plans élaborés pour stimuler les économies partent d'une analyse réductrice des réalités sociales et considèrent qu'il va de soi que les femmes sont faites pour égrener les multiples tâches de la vie quotidienne. On peut compter sur leur diligence et leur soumission. Mettre en lumière l'importance du rôle des femmes dans la cohésion sociale et la survie des sociétés implique un bouleversement des schémas simplificateurs qui servent de fondement à l'élaboration des stratégies économiques.

Le grand mérite des politiques d'ajustement est précisément de faire surgir l'importance des rôles sociaux que jouent les femmes. Face à certains échecs, force est de constater que les limites du travail féminin sont atteintes. Les femmes ne peuvent travailler plus et tout accroissement de leurs tâches déclenche de sérieux problèmes de société. A l'heure de la Conférence de Pékin, peut-être serait-il temps de songer à proposer d'associer enfin les femmes à l'élaboration des politiques économiques.

Revoir la comptabilité nationale

Le travail des femmes doit devenir visible, être pris en compte dans la comptabilité nationale. Bien sûr, montrer dans les statistiques comment la vie se vit n'amène rien de bien nouveau. Bien sûr, ça complique la tâche et les modèles mathématiques vont devenir d'une grande complexité. Bien sûr, ça va coûter beaucoup plus cher et finalement toutes ces embrouilles que veulent les femmes ne vont rien changer aux réalités du monde économique et du commerce international. Bien sûr... mais peut-être, les politiques économiques vont-elles gagner en réalisme, en efficacité, ... en humanité.

Simone Forster



Café colombien ou riz asiatique piégés par les prix internationaux.

(Photo Fédération genevoise de coopération)